

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18647 - 72ÈME ANNÉE

Déterminer sa position en fonction de réponses à des propositions découlant de l'analyse de la situation réunionnaise

## Présidentielle : le PCR fait le choix de la responsabilité



9e Congrès du PCR. (photo A.D.)

Avec la déclaration publique d'Emmanuel Macron, les programmes des candidats à la présidentielle sont désormais tous connus. Comme d'habitude, l'outre-mer a droit au mieux à un chapitre. À Paris, la démarche reste la même, alors que l'échec des politiques menées depuis plus de 70 ans doit conduire à une autre approche. C'est ce que promeut notamment le PCR au travers des propositions qu'il transmet aux candidats à la présidentielle. Le choix du PCR se fera en fonction des réponses à ses propositions.

Les programmes des candidats à la présidentielle sont désormais connus. Tous comprennent des mesures pour l'outre-mer. Elles s'inscrivent dans un texte plus global et déclinent quelques mesures spécifiques. C'est une démarche qui n'évolue pas, alors que le monde ne cesse de changer.

Pour La Réunion, la situation sociale est une des conséquences des politiques menées par les gouvernements qui se succèdent. Les décisions sont prises à Paris, et elles n'arrivent pas à remettre en cause la crise structurelle dans laquelle se débat le pays.

Les partis parisiens n'ont toujours pas tiré les enseignements de cet échec, et de la dynamique qui conduit les peuples d'outre-mer à demander plus de responsabilité. La logique voudrait en effet que la par-

tie « outre-mer » des programmes des candidats à la présidentielle soit très succincte. Elle devrait se limiter à une formulation disant que le candidat s'engage à faire voter une loi qui donne à chaque peuple la responsabilité de définir la politique qu'il souhaite mener sur son territoire. Mais les partis politiques français ne sont pas encore arrivés à ce niveau, et c'est toujours l'approche classique qui prévaut.

### Partir de la situation de La Réunion

Force est de constater qu'à La Réunion, la plupart des organisations politiques s'impliquent dans l'élection présidentielle. Elles décident de soutenir un ou plusieurs candidats. Ce choix se fait en

fonction de leur appartenance à un parti parisien, sinon selon les mesures inscrites dans la partie outre-mer du programme du candidat.

Dans cette campagne, le PCR choisit toujours eu une démarche différente. Le Parti communiste réunionnais part de la situation de La Réunion et de ses perspectives. Sur la base d'une analyse, il fait part de propositions qui sont adressées aux candidats à la présidentielle. C'est en fonction des réponses que le PCR décide qui soutenir.

Ainsi, le choix ne se détermine pas selon des mesures imaginées dans un bureau parisien à 10.000 kilomètres de La Réunion, mais selon une ligne définie à partir de l'analyse de la situation réunionnaise.

### Rompre avec la stratégie de l'échec

La Réunion doit en effet faire face à une crise et à des défis sans commune mesure avec la situation en France. C'est pourquoi le PCR considère que ce sont les Réunionnais qui sont les mieux placés pour présenter des propositions et les appliquer. C'est le sens d'une de ses revendications, la création d'une collectivité unique avec de larges compétences, responsable d'un fonds de développement et capable de négocier des accords pour favoriser l'intégration de La Réunion dans son environnement régional, qui n'a rien à voir avec celui de la France, pays européen.

Le PCR demande également des mesures spécifiques pour que de nouvelles politiques en termes d'emploi et de revenus puissent être mises en place par les Réunionnais à La Réunion, afin de faire reculer le chômage et les inégalités.

Ces deux exemples font partie de la base d'une nouvelle société où les Réunionnais seront responsables de la stratégie de leur pays. Tirant le bilan de l'impasse dans laquelle s'enfonce La Réunion, le PCR estime que les Réunionnais sont capables de mettre en œuvre des nouvelles politiques, à condition d'avoir les moyens de proposer et décider.

Dans la logique de cette démarche de promotion de la responsabilité réunionnaise, le PCR détermine donc sa position à l'élection présidentielle en fonction des réponses apportées par les candidats à ses propositions.

M.M.

#### Grève au CHU et mouvement social dans l'enseignement

## PCR : « Les Réunionnais touchés de plein fouet par la politique d'austérité »

**Dans un communiqué, le PCR souligne que les mouvements sociaux au CHU et dans l'enseignement sont la partie émergée d'une crise plus profonde, due aux politiques d'austérité qui se succèdent.**

«Depuis mardi, le personnel du CHU de La Réunion est en grève pour protester contre un plan de licenciements qui prévoit jusqu'à 250 suppressions de poste. Mercredi, une conférence de presse de l'Intersyndicale du premier degré de l'Éducation nationale a annoncé un appel à la grève pour le 9 mars. Les enseignants refusent une réorganisation des remplacements qu'ils jugent pénalisante pour les élèves.

Le PCR soutient les revendications légitimes de ces deux mouvements et rappelle qu'elles ne sont que la partie émergée d'une crise plus profonde.

En effet, ces deux actions sont liées à des aspects financiers. Elles sont la conséquence d'une politique qui vise à faire des économies dans les services publics, les dépenses sociales et la contribution de l'État aux budgets des collectivités. Mise en œuvre sous la présidence de Nicolas Sarkozy, cette austérité s'est amplifiée avec un plan d'économie de 40 milliards d'euros lancé en 2013.

Les Réunionnais continuent de subir une dégradation du service public. Compte-tenu d'une situation sociale jugée hors-normes dans une étude conjointe de l'INSEE et du Conseil général, ces services publics doivent au contraire être renforcés.

Lors de son 9e Congrès, le PCR a rappelé ses propositions dans ce domaine. Elles s'appuient sur la situation de La Réunion et les besoins à venir. C'est pourquoi il estime que l'État et ceux qui aspirent à le diriger doivent s'engager à créer les conditions pour qu'un maximum de Réunionnais puisse occuper les postes nécessaires au développement des services publics à La Réunion.

Fait au Port, ce samedi 4 mars 2017  
Le Bureau de presse»

## Edito

# Quand La Réunion sera-t-elle un atout pour les Réunionnais ?

**L**es nombreuses visites ministérielles et les candidats à la présidentielle qui font étape à La Réunion ont souvent un point commun : vanter la richesse de l'apport des outre-mer à la France. Hier, Bruno Le Roux, ministre de l'Intérieur, n'a pas dérogé à cette règle. Ainsi, pour le représentant du gouvernement, les outre-mer sont un formidable atout pour la France.

Cette affirmation se vérifie dans l'histoire. En effet, les décisions fondamentales concernant La Réunion ont été prises en fonction des intérêts de la France. Quand la France a eu besoin de café, La Réunion est devenue un des premiers producteurs mondiaux. Mais quand le pays qui était alors la métropole a pu trouver moins cher et moins loin du café, alors il s'est désintéressé de celui produit dans sa lointaine colonie.

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, la France est chassée de Saint-Domingue par la révolte des esclaves. Ils fondent la République d'Haiti. L'exploitation de ce pays avait fait de lui le premier exportateur de sucre. Du jour au lendemain, la France était privée de cette ressource. C'est alors qu'il a été décidé que La Réunion allait contribuer à suppléer la perte de Saint-Domingue, car notre île est un terreau favorable à la canne à sucre.

Au cours du 19<sup>e</sup> siècle, le sucre de betteraves s'est développé en France, ce qui a rendu moins intéressant le sucre de canne. La première

guerre mondiale a ruiné d'importantes régions betteravières en France. Là encore la France s'est tournée vers La Réunion pour qu'elle augmente sa production en sucre. Elle a donné des contingents aux usines, qui permettaient aux industriels d'avoir un débouché assuré pour un volume de production donné. Mais aujourd'hui, la France peut se passer du sucre réunionnais. Les progrès de l'industrie sucrière européenne, et l'ouverture du marché européen à la production d'autres exportateurs de sucre de canne suffit à répondre à ses besoins. Dans quelques mois, ce sera donc la fin des quotas sucriers.

Une autre richesse des outre-mer, c'est leur position stratégique. Les discours rappellent qu'avec cet atout, la France est la seconde puissance maritime mondiale.

La situation sociale de La Réunion montre le résultat de ses apports à la France : le chômage massif. Il est grand temps que La Réunion soit un atout pour elle-même. Le PCR revendique une collectivité unique dotée de larges responsabilités. Cette nouvelle gouvernance a pour but de donner les moyens aux Réunionnais d'être les bénéficiaires de la création de richesses dans leur pays.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Lundi après-midi à l'Université de La Réunion, campus du Moufia

# « Paul Vergès : une pensée des relations et des complexités »

Lundi 6 mars 2017, de 14h00 à 17h30, l'Université accueille un séminaire consacré à Paul Vergès et organisé par Salim Lamrani et Carpanin Marimoutou. Voici le programme de l'après-midi. Il sera question des propositions de Paul Vergès en héritage, d'une intervention d'Élie Hoarau, président du PCR, de l'action internationale de Paul Vergès ainsi que de la notion d'intraculturalité dans la pensée de Paul Vergès.

14h00 : Mot d'introduction par le Doyen de l'UFR LSH

14h15-15h00 : André Oraison, Professeur de droit public, Université de La Réunion : « Les dernières grandes propositions du sénateur Paul Vergès en héritage » (Les réformes institutionnelles nécessaires pour permettre aux Réunionnais de prendre leurs responsabilités au sein de la République)

15h00-15h30 : Élie Hoarau, président du Parti communiste réunionnais : « Paul Vergès, penseur du monde contemporain »

15h30-16h00 : Débat

16h30-17h00 : Salim Lamrani, MCF en littératures et civilisations hispaniques, EA DIRE, Université de La Réunion : « Paul Vergès internationaliste »

17h00-17h30 : Carpanin Marimoutou, Professeur de littérature française, EA LCF, Université de La Réunion : « Rencontres interculturelles et processus de créolisation : la notion d'intraculturalité dans la pensée de Paul Vergès »



### In kozman pou la rout

**« Donn l'amityé sak i domann l'amour, sé konm done manzé in moun la soif. »**

L'amitié sé in bon n'afèr pou vréman mé dé foi demoun la pa bézoin l'amityé, zot i domann plis sansa in n'afèr diféran. Souvan ou i antan dé pèrsonne la kité é inn la di avèk l'ot : « Nou va rès bon z'ami ! ». Mé rézilta lé pa ditou konmsa : sé la ène k'i pran la plas kan la rolasyon l'amour i disparète. Pou kosa ? Pars la ène avèk l'amour i tonm famiy inn avèk l'ot-dizon sé konm la médaye épi son rovèr. Tanka l'amour sé pli souvan l'amour prop ké l'amour pou in n'ot. L'èr-la, sort dan l'amour pou tonm dan la ène sé pran lo shomin pli kourt. Arzout èk sa propoz son l'amityé sé jir l'amour, donk jir galman l'amour prop... Alé ! mi lès azot kass z'ot koko la dsi, é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Nb Napoléon promyé té in gran solda sa, é la la fé la guèr in bon koup de tan ébin li téi di konmsa : « Dann l'amour lo pli gran viktoir sé la fuite ! ». Pran sa konm zot i vé, sansa konm zot i pé.

## Selon un rapport de la FAO

# La faim persiste dans notre région

**Selon le dernier rapport de la FAO Perspectives de récoltes et situation alimentaire, si les réserves mondiales de nourriture sont abondantes, l'accès à la nourriture est fortement restreint dans les zones touchées par les conflits civils, tandis que la sécheresse aggrave l'insécurité alimentaire dans de nombreuses régions d'Afrique de l'est.**

**P**rès de 37 pays ont besoin d'une aide extérieure pour se nourrir, 28 d'entre eux se situent en Afrique australe et subissent toujours les effets prolongés de la sécheresse de l'année dernière provoquée par le phénomène climatique El Niño et notamment ses répercussions sur les récoltes en 2016. Pourtant, alors que la production agricole devrait connaître un rebond dans cette sous-région, les combats et les troubles prolongés contribuent aux déplacements de population et entraînent des souffrances liées à la faim dans d'autres régions du monde. La famine a été officiellement déclarée au Soudan du Sud et la situation de la sécurité alimentaire suscite de vives inquiétudes dans le Nord du Nigeria, en Somalie et au Yémen. Au Soudan du Sud, 100 000 personnes sont confrontées à la famine dans les comtés de Leer et de Mayendit, qui faisaient auparavant partie de l'Etat d'Unité, sachant qu'il existe une « forte probabilité » qu'une situation semblable soit d'actualité dans les deux comtés voisins. D'un point de vue général, près de 4,9 millions de personnes à travers le pays sont classifiées comme étant confrontées à une crise, une urgence ou encore une famine. Ces chiffres devraient augmenter pour atteindre les 5,5 millions, soit presque la moitié de la population du pays lors du pic de la saison creuse en juillet.

### Situation sans précédent

« Nous sommes faces à une situation sans précédent. Nous n'avons

jamais été confrontés à 4 menaces de famine dans plusieurs pays en même temps » a déclaré M. Kostas Stamoulis, Sous-Directeur général et responsable du Département développement économique et social. « Il s'agit d'agir vite en apportant une aide agricole mais également en renforçant les moyens d'existence afin de s'assurer que de telles situations ne se répètent pas.

Dans le Nord du Nigéria, 8,1 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë et ont besoin d'une intervention humanitaire d'urgence qui devra également protéger leurs moyens d'existence. Malgré des récoltes céréalières supérieures à la moyenne en 2016, cette situation n'a pu être évitée et s'explique notamment par les perturbations causées par le conflit et la forte dépréciation de la monnaie locale.

Au Yémen, où 17 millions de personnes (soit deux tiers de la population) sont considérées comme étant en situation d'insécurité alimentaire, presque la moitié d'entre elles ont besoin d'une aide d'urgence. Le rapport indique que « le risque d'annonce de famine dans le pays est très élevé ».

En Somalie, le conflit, l'insécurité civile et la sécheresse ont contribué à doubler le nombre de personnes considérées comme étant en situation de grave insécurité alimentaire depuis six mois (ils seraient près de 2,9 millions). La sécheresse a également contribué à limiter le fourrage disponible pour les éleveurs et pour la troisième fois consécutive, de faibles pluies devraient également nuire à la production agricole dans les régions du sud et du centre, en la faisant baisser de 70 pour cent par rapport à sa moyenne et en fa-

vorisant l'épuisement des stocks alimentaires.

Les conflits et les troubles civils en Afghanistan, au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Irak, en Birmanie et en Syrie ont également contribué à exacerber l'insécurité alimentaire pour des millions de personnes et ont également affecté les pays voisins qui accueillent des réfugiés. De plus, la sécheresse en Afrique de l'Est, à la fin de l'année 2016, a accentué l'insécurité alimentaire dans plusieurs pays de la sous-région.

## ANNONCE LÉGALE

### Avis de constitution

Aux termes d'un ASS en date du 02/03/17, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale :  
RVNF TRANSPORT

Objet social : Gestionnaire de transport  
Siège social : 8, Lotissement Dalleau 97470 Saint-Benoît  
Durée : 99 ans  
Capital social : 1 000 euros divisé en 1 000 actions de 1 euros

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires.

Président : GUILLAUME Jean-François résidant 8, Lotissement Dalleau 97470 Saint-Benoît

Immatriculation : RCS de SAINT DENIS

Pour avis,

Le Président.

**P. 04/03/2017**

# Oté

## Inn-dé nouvèl l'indyanoséani é l'antouraj

*La Coi, afèr i réini sa isi ?*

*Mi pans zot la antann dann radyo, sansa zot la vi dann télé i sort fé in konsèy dé minis bann z'éta la COI. Konm d'abitid lo rézilta i kass pa lo kat pate in kanar, mé zot la vi dann nout zournal La Rényon té bordé par dsi bordé. Konm ma gran-mèr téi di : Kan ou lé pa dann salon, kan ou lé pa dann sézour, ou lé dann kalbanon zésklav. Poitan l'ésklavaz lé aboli ! Poitan pèrsone i pé pa dir amoin nou lé pa dann l'oséan indien-bien pozé dann l'oséan ! Pèrsone i pé pa nyé nout droi ète dann l'indyanoséani ! Alor pou kosa so bann minis, plis in soi-dizan l'anbasadèr, plis in minis Leguen, plis in sogrètèr zénéral i sort bannzil komor, i vien isi shé nou... si nou na mèm poin lo droi in éstrapontin mi domann pou kosa zot i vien isi. Rod in n'ot plas pou alé, sansa roko.*

*In fon 15 milyon dolar pou dévlop la pèsh dirab dann Sésèl.*

*Gouvèrnman bannzil Sésèl la désid lèv in fon 15 milyonn dolar dsi dis z'ané pouangaj in tranzisyon an dirélksyon la pèsh dirab. I apèl sa in l'obligasyon blé garanti par la bank mondyal épi lo fon poul'anvironeman mondyal. Projé séséloi la té prezanté dann Bali pou ète prezanté dovan lo somé la mèr. Li la gingn in rékonpans par raport lo jury la donna li lo shalanj 2017 pou l'inovasyon dann l'oséan.*

*Sink san mil mète kib dolo pou Mayotte.*

*Sanm pou moin bann gouvèrnman fransé i oi pa pli klèr pou Mayotte ké pou La Rényon ; aparaman li gnor réshofman klimatik é pi séshrés i atak osi isi dann l'émissèr sid. An touléka, sak moin lé sir sé zot té i gnor Mayotte la pass karant mil z'abitan l'ané 1975, ziska 280000 - si la pa plis - zordi dann in péi pa pli gran ké dé komine konm lo Por épi La Posésyon. An pliské sa la pa amenn pou vréman in politik lo potab bien nésésèr si i vé modèrniz lo péi. Donk vitman-vitman donk tro vitman la prezant in plan dou donn dolo dann péi-la avèk konm mézir romarkab transport dolo dann tankèr pou kontant bann maoré. Ousa i vé tir so la la ? I vé tir sa la Rényon alé oir Madagaskar lé pli pré mé pétète la-ba i fo péyé é isi i sifi akaparé. Moin lé sir zot i konpran zordi sé d'lo, domin sé manzé, apré d'min sé l'androi pou résté é nou nou lé pa sitèlman a l'èz ké sa dann nout péi.*

*In siklone i sa vni shatouye anou.*

*La météo I sort anans na in siklone I rod vnir ran anou in vizite d'amityé san tro tardé. Zordi li lé par-la 900 km par rapor anou, zot lé pa tro loin Madagaskar non pli. Mi koné pa si va fé déga si I sar pa fé, mé sak lé sir sé Madagaskar avèk son alonjman dann l'oséan épi son l'oryantasyon Nordés - sidouès si siklone I vien pou vréman li lé sir gingn in bonzour avèk lo konsékans mi koné pa.*

Justin